



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Hauts-de-France**

**Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE
Tél. : 03 21 63 69 00**

Béthune, le **17 JUIN 2022**

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 23 mai 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FEUTRIE SA

2173 Rue de la Lys
BP1
62840 SAILLY SUR LA LYS

Références : VT/MM EQUIPE 4-147-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mai 2022 dans l'établissement FEUTRIE SA implanté 2173 Rue de la Lys BP1 à SAILLY SUR LA LYS (62840). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 23 mai 2022 fait suite à la visite du 16 juin 2021. En effet, lors de cette visite sur le thème des rejets aqueux, plusieurs faits susceptibles de mise en demeure et observations avaient été relevés.

La visite du 23 mai 2022 reprend les observations issues de cette première visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEUTRIE SA
- 2173 Rue de la Lys BP1 à SAILLY SUR LA LYS (62840)
- Code AIOT dans GUN : 0007000475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

Depuis 1922, l'entreprise d'ennoblissement textile FEUTRIE est spécialisée dans la teinture et l'apprêt des tissus de cotons, polyester, lin et leurs mélanges, destinés à la fabrication de linge de maison et de tissus d'ameublement.

Le site est autorisé notamment par :

- l'Arrêté Préfectoral du 09 novembre 1990 relatif aux prescriptions générales ;
- l'Arrêté Préfectoral du 25 mars 2008 autorisant une extension pour stocker principalement de l'ammoniac ;
- l'Arrêté Préfectoral du 08 janvier 2010, mettant à jour la liste des substances et activités présentes sur l'établissement, et fixant de nouvelles dispositions relatives aux rejets aqueux ;

- l'Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2016 imposant une surveillance pérenne pour les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- l'Arrêté Préfectoral du 26 août 2020 mettant à jour la liste des rubriques de l'établissement.

L'établissement est soumis à Autorisation pour les rubriques suivantes :

- 2330-1 : Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. Le site a une capacité de traitement du site à 30 t/j (pour un seuil d'Autorisation à 1 t/jour) ;
- 2915-1-a : Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant supérieure au point éclair des fluides. Le volume de fluide utilisé sur site est de 3 500 litres (pour un seuil d'Autorisation à 1 000 litres).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : /

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par ailleurs, les points suivants ont été vus lors de la visite :

- Stockage d'ammoniac en respect des prescriptions de l'article 8.5 de l'Arrêté Préfectoral;
- Station de traitement des eaux industrielles

- Il a été rappelé à l'exploitant l'arrêté du 13 mai 2022 concernant la vigilance sécheresse s'appliquant sur son site. En effet, l'exploitant n'est pas considéré comme gros consommateur d'eau mais bien comme gros préleveur (supérieur à 50 000 m³/an). Aucune restriction ne s'applique à ce stade mais la sensibilisation sur les prélèvements est de rigueur.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
Observation n°2	AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1	/	Sans objet
Observation n°4	Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 4	/	Sans objet
Observation n°5	Autre du 02 février 1998 Article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
Fait susceptible de mise en demeure n°1	AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1	/	Sans objet
Fait susceptible de mise en demeure n°2	AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1	/	Sans objet
Observation n°1	Arrêté Préfectoral du 09 novembre 1990 Article 3.4.2	/	Sans objet
Observation n°3	Autre du 08 janvier 2010 Article 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux faits susceptibles de mise en demeure de la visite du 16 juin 2021.

L'exploitant a partiellement répondu aux observations de la visite du 16 juin 2021.

Certaines observations n'ont pas été levées.

L'ensemble des observations sera levé lors de la réponse de l'exploitant pour début septembre 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Fait susceptible de mise en demeure n°1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Fait susceptible de mise en demeure n°1 : l'autosurveillance et le contrôle inopiné du 31 mars 2021, montrent des dépassements récurrents de la valeur limite en concentration de MES (35 mg/l). L'exploitant a indiqué que les eaux d'alimentation (en provenance du même milieu que le milieu de rejet sont déjà fortement chargées). L'exploitant devra étayer ses propos sur la base notamment des résultats des analyses qu'il a réalisées sur l'eau amont depuis mai 2019.
Constats : L'exploitant a bien transmis les résultats d'analyse demandés. Les mesures du second semestre 2019, et des mois de juin-juillet 2020 confirment ses propos sur la part importante de l'apport de l'alimentation amont concernant la teneur en MES. Cependant, depuis le mois de septembre 2020, les résultats en sortie de site de l'ordre de deux à trois fois la valeur limite ne peuvent se justifier uniquement par une teneur élevée en amont, qui se situe sous les 10 mg/l au 1er semestre 2021, sauf au mois de juin. Le plan d'actions prévu au niveau de la station (évoqué ci-après) doit permettre d'agir sur les teneurs en MES résiduelles.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fait susceptible de mise en demeure n°2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Fait susceptible de mise en demeure n°2 : le rendement minimal de la station d'épuration n'est pas respecté pour la DCO, et n'est pas respecté en permanence pour les MES. L'exploitant devra transmettre le plan d'actions qu'il compte mettre en place afin de respecter ces rendements sur le long terme.
Constats : L'exploitant a pour projet de mettre en place un traitement chimique de finition en amont du clarificateur, basé sur l'utilisation d'un réactif coagulant minéral, qui devrait permettre de diminuer de manière conjointe les teneurs résiduelles en DCO, MES et phosphore total. Les essais en laboratoire ont été menés par la société Analysys. Deux séries d'essais ont été réalisés en octobre 2021 avec des résultats concluants. La mise en place de tests à l'échelle semi-industrielle (dans le process) est prévue pour novembre 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Observation n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09 novembre 1990 Article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées ses éléments de réponse au courrier du 20 décembre 2019 demandant un positionnement de son programme d'autosurveillance par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017.
Constats : L'exploitant a répondu à la demande en octobre 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Observation n°2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les données concernant le suivi des facteurs d'émission fixés à l'article 3.1 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 8 janvier 2010 devront être transmises à l'Inspection des Installations Classées. Si les limites fixées ne sont pas respectées, l'exploitant précisera les actions mises en place pour y remédier. Si l'exploitant souhaite faire évoluer la prescription sur le sujet, il devra en faire la demande dûment argumentée auprès de Monsieur le Préfet (concernant par exemple les facteurs d'émissions en moyenne journalière).
Constats : L'exploitant a transmis en réponse un tableau faisant apparaître les facteurs d'émission demandés par mois depuis janvier 2020. Ces résultats font apparaître : <ul style="list-style-type: none">- un dépassement régulier du facteur d'émission en volume rejeté (11 mois sur 18 en dépassement) avec une moyenne sur les 18 mois de 85,5 litres par kg de tissu traité (la moyenne sur la seule année 2020 étant de 77,8 l/kg) pour une moyenne annuelle limite fixée à 65 l/kg et une moyenne mensuelle limite de 80 l/kg ;- un dépassement quasi constant du facteur d'émission de la DCO (17 mois sur 18 en dépassement) avec une moyenne sur les 18 mois de 20,5 g de DCO par kg de tissu traité (la moyenne sur la seule année 2020 étant de 18,9 g/kg) pour une moyenne annuelle limite fixée à 12 g/kg et une moyenne mensuelle limite de 15 g/kg ;- aucun dépassement tant sur la base mensuelle que annuelle des facteurs d'émission de la DBO5 ;- aucune donnée journalière n'est fournie. L'exploitant n'a avancé aucun plan d'action, ni aucune explication aux dépassements constatés des valeurs limites et sollicite sous ce tableau la mise à jour des facteurs d'émission limites en proposant de ne retenir qu'une valeur mensuelle en se basant uniquement sur les résultats 2020-2021. Tel qu'évoqué lors de la visite de 2021, la révision de ces valeurs limites est envisageable mais la demande doit être argumentée et justifiée en se basant sur un historique plus conséquent que les 18 derniers mois pour l'adaptation de ces valeurs avec les résultats réels, mais aussi de détailler les raisons pour lesquelles l'exploitant souhaite que les limites journalières et annuelles soient supprimées de son Arrêté Préfectoral. Un retour sur le sujet plus complet sera fait pour début septembre 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Observation n°3

Référence réglementaire : Autre du 08 janvier 2010 Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Une valeur limite d'émission de 0,15 mg/l s'applique à l'établissement pour le cuivre. Cette VLE a été dépassée lors des trois analyses réalisées en 2020. Bien que la valeur soit à nouveau sous la VLE pour la seule mesure réalisée en 2021, il est nécessaire que l'exploitant recherche les origines des valeurs de cuivre en dépassement afin de pouvoir agir pour éviter de nouveaux dépassements.
Constats : Les résultats des essais laboratoires de traitement de finition chimique font état de l'efficacité sur la substance cuivre. Les résultats attendus de l'essai semi-industriel prendront bien en compte la valeur cuivre.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Observation n°4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra un programme de vérification de l'état des canalisations de rejet afin de s'assurer de façon périodique de leur bon état.
Constats : Lors de l'arrêt usine au mois d'août, un nettoyage des canalisations de rejet est effectué par un prestataire spécialisé en assainissement. L'exploitant n'a pas répondu à la demande en 2021. Il transmettra à l'Inspection des Installations Classées pour début septembre 2022 maximum le justificatif d'intervention du prestataire qui devra comporter la nature de l'intervention et les éventuels constats concernant l'état de ses canalisations de rejet.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Observation n°5

Référence réglementaire : Autre du 02 février 1998 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de l'établissement à jour sera transmis dans le délai d'un mois à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a transmis un plan de l'établissement. Cependant, le document transmis n'est pas daté et ne contient pas de légende, ni de titre. La délimitation des bâtiments figure mais sans aucune annotation permettant de distinguer les différents bâtiments et installations à l'exception des mentions 8 Station 9 et 8 Entrée usine 9 sans autre précision. Les point de pompage, de rejet et la distinction des réseaux d'eaux industrielles et pluviales ne figurent pas, de même que les différentes vannes pouvant exister. Ces différents éléments sont nécessaires afin que ce plan soit exploitable en cas de besoin. Il convient donc que l'exploitant transmette un plan des réseaux mis à jour avec a minima les éléments demandés, et ce pour début septembre 2022 maximum.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet